Motion des personnels du collège Jean Lurçat (Ris-Orangis),

soutenus par leurs sections SNFOLC, SNES, SUD.

Le 15 octobre 2026,

Dans une circulaire parue le 2 juillet, le ministre Geffray annonce l'instauration à la rentrée 2026 d'une cérémonie commémorative annuelle d'hommage à tous les « morts pour la France » dans chaque école élémentaire, collège et lycée, publics ou privés sous contrat » qui se tiendra « au choix de l'établissement, dans les quatre jours précédant ou suivant le 11 novembre.

La circulaire explique que *« l'École a pour mission de permettre aux élèves de devenir des citoyens conscients de partager une destinée commune »*. Puis elle précise que cette cérémonie *« participe de la cohésion nationale, dans un environnement international marqué par des formes renouvelées de conflictualité ».*

Cette circulaire s'inscrit dans le contexte de discours, comme celui du général Mandon devant les maires, expliquant qu'il fallait être prêts à *« **accepter le risque de perdre ses enfants** et de **souffrir économiquement** »…*

Cette cérémonie s'ajoute à la multiplication de mesures de militarisation de l'école : le guide pour « acculturer les jeunes à la défense », les « classes défense », les « rallyes citoyens », les partenariats école- armée. Le Service national volontaire poussant les jeunes vers l'armée alors que des milliers de bacheliers sont rejetés, sans formation, par Parcoursup, etc.

Nous personnels du **collège Jean Lurçat (Ris-Orangis) avec nos sections syndicales SNFOLC, SNES, SUD,** rejetons cette entreprise d'acculturation de nos élèves à la guerre au sein de l'école. Ce ne sont pas nos missions, ce n'est pas cela l'instruction et nous sommes nombreux à ne pas l'accepter !

Nous refusons de participer à cet embrigadement de la jeunesse : nous exigeons le retrait de la circulaire du « 11 novembre », nous ne voulons pas de cette cérémonie. Nous voulons instruire, enseigner à nos élèves : nous voulons l'annulation de la suppression des 4 000 postes, le retrait du projet de budget 2027 avec 1588 nouvelles suppressions de postes dans l'Education.

Des moyens pour l'école, pas pour la guerre !